



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session¹

26-28 octobre 2020

Déclaration du Directeur général

Monsieur le **Président de la République du Zimbabwe**,

Monsieur le Ministre des terres, de l'agriculture, de l'eau et du repeuplement rural de la République du Zimbabwe,

Mesdames et messieurs les ministres de la région Afrique,

Monsieur le Président indépendant du Conseil,

Mesdames et messieurs les délégués,

Mesdames et messieurs les représentants des parlements, du secteur privé, de la société civile et des universités,

Mesdames et messieurs,

1. Avant toute chose, je tiens à souligner le **grand honneur que nous a fait le Président de la République en s'adressant à la Conférence. Sa déclaration place notre réunion sous le signe du dynamisme et lui confère une dimension historique.** Je tiens à exprimer toute ma gratitude au Gouvernement de la République du Zimbabwe et à son peuple pour la générosité de leur accueil.
2. Permettez-moi maintenant de vous **faire part de mes condoléances** suite au décès de M. Perrence Shiri, ancien Ministre de l'agriculture du Zimbabwe.
3. Mes pensées et ma solidarité vont également à toutes les victimes de la pandémie de covid-19 dans la région et au-delà, et aux héros qui la combattent.
4. J'aimerais également rendre hommage aux pouvoirs publics de l'ensemble de nos Membres qui accueillent sur leur sol les bureaux régionaux de la FAO et font en sorte que notre personnel puisse continuer d'exercer ses fonctions en toute sécurité au service du mandat de la FAO.
5. Je salue le Gouvernement de la **République du Zimbabwe** qui a su faire preuve de souplesse pour assurer, en collaboration avec le Secrétariat de la FAO, la tenue en ligne de cette Conférence régionale pour l'Afrique, une première dans l'histoire de l'Organisation.

¹ Session initialement prévue du 23 au 27 mars 2020, à Victoria Falls (Zimbabwe).

Mesdames et messieurs les délégués,

6. En tant que Directeur général, l'une de mes premières priorités a été de transformer les conférences régionales. Leur caractère autocentré a disparu au profit de manifestations plus dynamiques, étroitement liées à la vision et aux efforts de chaque région, allant jusqu'à refléter les nuances et les styles régionaux.
7. Compte tenu de cette vocation nouvelle, j'estime de la plus haute importance que **les délibérations et les résultats de la Conférence régionale pour l'Afrique soient étroitement liés à la vision africaine**, telle qu'exprimée dans la **Déclaration de Malabo sur la transformation de l'agriculture** dans le cadre du **Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA)** et de l'**Agenda 2063**.
8. Les conférences régionales sont un élément essentiel de la gouvernance de la FAO et doivent veiller à relayer efficacement les perspectives régionales.
9. Assurer le succès des conférences régionales, c'est nous permettre de mieux répondre à vos besoins, d'améliorer nos résultats et de les concrétiser plus rapidement.
10. En se livrant à un dialogue ouvert et à des échanges actifs de bonnes pratiques, nous pouvons nous efforcer d'aider les décideurs politiques de toute la région à relever des défis communs.
11. Dans ce contexte, j'ai été heureux de constater qu'une série de réunions préparatoires de haut niveau avaient eu lieu en collaboration avec les communautés économiques régionales et les Membres au sujet des priorités sous-régionales et régionales à retenir pour la présente conférence.
12. Les modalités inédites et dynamiques de cette première conférence régionale virtuelle pour l'Afrique comprennent également la création d'un espace de dialogue régional où les Membres peuvent publier des commentaires sur les divers documents techniques et programmatiques de la conférence.
13. Les Membres peuvent ainsi élaborer des déclarations plus détaillées qui seront partagées avec toutes les délégations et les principaux acteurs concernés.
14. Dans l'espace de dialogue des Membres, on trouvera également des présentations PowerPoint avec les enregistrements sonores des principaux documents techniques de la conférence.
15. Je remercie les représentants du secteur privé, de la société civile et autres partenaires d'avoir tenu cette année une série de dialogues et de réunions approfondis pour préparer cette conférence.
16. Je suis heureux de les savoir présents aujourd'hui, prêts à enrichir nos débats.
17. C'est ainsi que les conférences régionales deviennent une plateforme dynamique, interactive et inclusive à l'appui de l'élaboration de politiques et de la recherche d'un consensus.
18. Mais c'est surtout pour vous que la Conférence régionale doit s'avérer utile et concrète.
19. C'est votre conférence – la session d'un organe directeur régional. Mes collègues et moi-même sommes là pour vous écouter avec la plus grande attention.
20. À cet égard, nous sommes désireux d'entendre vos points de vue et apports sur plusieurs questions importantes touchant aux politiques, notamment celles-ci:
 - premièrement, les priorités que votre région souhaite voir figurer dans le nouveau cadre stratégique de l'Organisation, qui est en cours d'élaboration;
 - deuxièmement, vos attentes quant au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui se tiendra en 2021;
 - troisièmement, les priorités dont nous devons traiter dans le contexte de la transformation des systèmes agroalimentaires en tenant compte des spécificités de la situation dans votre région;
 - quatrièmement, une forte mobilisation politique en faveur de la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) dans vos pays, en particulier l'ODD 2 et l'ODD 1.

Mesdames et messieurs,

21. J'ai mentionné les modifications importantes apportées au processus qui a mené à cette conférence régionale.
22. Elles s'inscrivent dans notre **programme de transformation**, conçu pour faire éclore une FAO dynamique, inclusive et souple œuvrant au service de ses Membres dans le but de réaliser quatre grandes améliorations: une meilleure production, une meilleure nutrition, un meilleur environnement, de meilleures conditions de vie.
23. Le Conseil a fait sien ce programme de transformation, qui comprend des ajustements structurels, programmatiques et opérationnels.
24. Nous avons adopté un organigramme plus modulaire et plus souple, propice à une collaboration intersectorielle assortie d'un décloisonnement.
25. Nous avons réuni les trois directeurs généraux adjoints, l'Économiste en chef, le Scientifique en chef et le Directeur de cabinet au sein d'une équipe de direction collective. Cette équipe, qui me seconde dans tous les domaines relevant du mandat de l'Organisation, illustre la nouvelle approche collaborative de la FAO.
26. **Trois de mes collaborateurs les plus proches au sein de l'équipe de direction centrale viennent de votre région.**
27. À cet égard, j'ai le plaisir d'annoncer que c'est une fille de l'Afrique, M^{me} Ismahane ELOUAFI, qui a été choisie pour être la première Scientifique en chef de l'histoire de la FAO.
28. Parmi les nombreux ajustements apportés et autres efforts de réforme déployés, je souhaite attirer votre attention sur la création du Bureau des petits États insulaires en développement (PEID), des pays les moins avancés (PMA) et des pays en développement sans littoral (PDSL). **Trente-neuf Membres appartenant à votre groupe régional bénéficieront directement des activités de ce bureau.**
29. Nous avons également mis sur pied le **Bureau de l'innovation** et le **Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement**.
30. Nous avons consolidé notre **centre d'investissement** afin de renforcer ses effets catalyseurs en association avec les institutions financières internationales et le secteur privé, à l'échelle mondiale.
31. Nous avons également établi le **Bureau des ODD** pour veiller à ce que toutes nos activités contribuent à la réalisation du Programme 2030, qui est notre cadre commun en faveur du développement durable.
32. Le **Centre mixte FAO/OMS**, qui pourrait également être considéré comme une plateforme de coordination, héberge deux grands volets d'activités conjointes: la Commission du Codex Alimentarius et toutes les activités de la FAO sur les zoonoses et autres domaines, comme «Une seule santé», la résistance aux antimicrobiens et la sécurité sanitaire des aliments.
33. Ces transformations et ajustements ont commencé au Siège de l'Organisation et sont maintenant appliqués dans tous les bureaux de la FAO à travers le monde, car nous sommes «Une seule FAO» où que nous soyons.
34. Nous continuerons d'accorder **une attention particulière au renforcement des bureaux de pays, ainsi que des bureaux sous-régionaux et régionaux de la FAO**, qui assurent au premier chef l'exécution des activités de l'Organisation.
35. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé que les titulaires d'un poste de directeur de bureau de pays soient au minimum de niveau P5 avec les compétences y afférentes. Lorsque j'ai pris mes fonctions en août 2019, 24 représentants de la FAO étaient de rang inférieur à P5.

Mesdames et messieurs,

36. L'Afrique, ce continent au potentiel inexploité, demeure une priorité essentielle pour moi, en ma qualité de Directeur général de la FAO.
37. La transformation des systèmes agroalimentaires n'influera pas seulement sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique, mais aussi sur les avancées du continent face aux enjeux politiques, socioéconomiques et environnementaux.
38. Je souhaite donc **remercier les dirigeants africains d'avoir accordé la priorité au développement agricole** au moyen du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de la Déclaration de Malabo de 2014 sur la transformation de l'agriculture.
39. Je salue également la contribution des Membres au **Fonds fiduciaire de solidarité africaine hébergé par la FAO**.
40. Nous ne devons pas ignorer les défis lourds de conséquences qui nous attendent.
41. Selon l'édition 2019 de *l'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, publiée par la FAO, et le Rapport d'examen biennal de l'Union africaine, **l'Afrique n'est pas en passe d'atteindre le deuxième objectif de développement durable**, ni, a fortiori, la cible plus ambitieuse définie dans la Déclaration de Malabo consistant à éliminer la faim d'ici à 2025.
42. Les données récentes confirment la **tendance à la hausse concernant la faim en Afrique**. Aujourd'hui, 250 millions de personnes continuent d'en souffrir.
43. À l'échelle mondiale, ces cinq dernières années, l'Afrique a connu la croissance la plus rapide pour ce qui est du nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim. Selon les projections, si la tendance actuelle se poursuit, ce nombre devrait atteindre près de 433 millions d'ici à 2030.
44. Sur le plan de la nutrition et d'une alimentation saine, la situation est tout aussi préoccupante. En Afrique, quelque 965 millions de personnes ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour bénéficier d'une alimentation saine.
45. La variabilité du climat et les extrêmes climatiques, les conflits, les ravageurs et maladies transfrontières, ainsi que les conditions économiques défavorables ont contribué à la détérioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la région.
46. Et pourtant, sur le terrain, des mesures concrètes remarquables sont mises en œuvre.
47. Ainsi, la FAO a élaboré un programme intitulé **Action mondiale contre la légionnaire d'automne**, qui durera trois ans et permettra d'adopter une approche coordonnée et efficace à l'échelle nationale, régionale et mondiale.
48. Ces trois dernières années, la FAO a dirigé, principalement en Afrique, 63 projets liés à la légionnaire d'automne qui ont permis d'établir un certain nombre de bonnes pratiques et de recueillir de précieuses informations.
49. La FAO a réalisé des progrès considérables en matière de lutte contre le **criquet pèlerin**.
50. En Afrique de l'Est, par exemple, l'application de mesures anticipatoires par les gouvernements nationaux, en collaboration avec la FAO et les partenaires, a montré son efficacité, permettant de protéger des cultures d'une valeur de plus de 580 millions de dollars des États-Unis, **soit assez pour répondre aux besoins annuels en céréales de 13 millions de personnes**.
51. Ces succès indiquent que le modèle de partenariats entre les Membres, la FAO et les bailleurs de fonds est performant.
52. Mais la pandémie de **covid-19** a rendu la situation encore plus complexe.

53. Depuis les premiers signes de flambée épidémique, la FAO suit la situation mondiale dans le but de déterminer ses effets sur la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires.
54. Très tôt, il est devenu manifeste que les effets conjugués de la covid-19, des mesures restrictives et de la récession mondiale qui suivra aggraveront les problèmes de la faim et de la malnutrition en augmentant le nombre de personnes souffrant de la faim et de la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu.
55. C'est pourquoi la FAO a organisé en **avril**, en collaboration avec l'Union africaine, **la première réunion virtuelle des ministres de l'agriculture des pays de l'Union africaine**, afin d'examiner la question des effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
56. La **déclaration ministérielle** adoptée à cette occasion et l'équipe spéciale qui a été établie, composée de représentants de l'Union européenne, des institutions financières internationales et d'autres partenaires, ont permis l'adoption de mesures concrètes visant à protéger les populations les plus vulnérables d'Afrique.
57. En **juillet**, la FAO a apporté son soutien à l'Union africaine qui organisait une réunion lors de laquelle les **ministres chargés de l'agriculture, du commerce et des finances** ont pu échanger et décider des mesures stratégiques à prendre.
58. Je me réjouis de la mise en place de cette **première plateforme historique** qui favorise le dialogue entre ces trois secteurs pour faire face aux effets de la pandémie, alors même que celle-ci se transforme, passant d'une crise sanitaire à une urgence en matière d'économie et de sécurité alimentaire.
59. Il est encourageant de constater que nos efforts communs se poursuivront dans le cadre du ***Dialogue Cultivate-Africa***, qui aura lieu en mode virtuel le mois prochain et auquel la FAO participera.
60. Les débats porteront sur les «interventions à court et moyen terme nécessaires pour garantir les disponibilités alimentaires, l'accès à la nourriture et la productivité à long terme», tel que l'ont décidé les ministres lors des réunions d'avril et de juillet.
61. La FAO a également aidé des gouvernements africains à effectuer une analyse prévisionnelle relative aux effets secondaires potentiels de la pandémie sur les systèmes alimentaires, les marchés et l'agriculture.
62. En outre, en reprogrammant le soutien en place et en mobilisant de nouveaux financements, **la FAO a soutenu les moyens d'existence de près de 12 millions de personnes** sur tout le continent, contribuant ainsi à prévenir et à atténuer les conséquences de la pandémie de covid-19 sur les ménages vulnérables.
63. Conscients de ces effets, nous avons lancé le **Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19**.
64. Ce programme global et exhaustif a pour objectif d'atténuer les effets immédiats, tout en renforçant la résilience à long terme des systèmes alimentaires et des moyens d'existence — dans le droit fil de l'approche de l'ONU consistant à «construire en transformant», ainsi que des objectifs de développement durable.
65. Pour faire face aux effets socioéconomiques de la pandémie, le Programme collabore avec la grande initiative de la FAO: **L'initiative Main dans la main**.
66. Lancée il y a moins d'un an, l'**initiative Main dans la main**, qui repose sur des données probantes et est dirigée et prise en mains par les pays, vise à mettre fin à la pauvreté et à la faim dans les pays en développement les moins avancés sans littoral, les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays subissant des crises alimentaires, confrontés à des niveaux extrêmes de pauvreté, ou dans lesquels la pandémie a aggravé les vulnérabilités.
67. Fondée sur un nouveau modèle de collaboration, l'initiative mobilise un large éventail de partenariats ainsi que les moyens techniques de l'Organisation et ses capacités en matière de données afin de déterminer les meilleures solutions à mettre en œuvre pour venir en aide aux plus vulnérables et contribuer le plus possible à faire reculer la faim et la pauvreté.

68. Dans le cadre de cette initiative, nous nous appuyons sur des outils à la pointe de la technologie:

- La **Plateforme géospatiale** de l'initiative Main dans la main permet à toutes les parties prenantes de disposer de données précieuses qui peuvent être partagées, dans le respect des protocoles applicables en matière de confidentialité des données.
- Le **Laboratoire de données pour l'innovation statistique** permet l'utilisation combinée de sources de données non conventionnelles, de mégadonnées, des connaissances en matière de sciences des données et de méthodes d'exploration de textes, afin d'améliorer la précision et la rapidité de la prise de décisions et de l'évaluation des effets.

69. Je suis heureux de constater que de nombreux Membres participent déjà à cette initiative. Jusqu'ici, nous avons amorcé son déploiement dans **29 pays, dont six dans cette région**.

Chers collègues,

70. Je suis convaincu que **le développement agricole et rural est un élément indispensable, si nous voulons gagner la bataille contre la pauvreté et la faim en Afrique**.

71. L'Afrique offre des avantages comparatifs et des débouchés de taille pour ce qui est de la transformation de ses systèmes agroalimentaires.

72. Selon les estimations, les marchés alimentaires africains, qui sont en plein essor, devraient offrir des débouchés de l'ordre du millier de milliards de dollars d'ici à 2030.

73. Cette manne créera des débouchés pour l'emploi, pour les entreprises et pour l'innovation tout le long des chaînes de valeur agricole et alimentaire.

74. Les tendances démographiques indiquent une urbanisation rapide des populations et l'expansion de la classe moyenne – qui dispose d'un revenu disponible lui permettant d'acquérir des biens de consommation et des biens durables.

75. En outre, grâce à une population principalement jeune, le dividende démographique a le potentiel extraordinaire de transformer l'offre et la demande des biens et services futurs, y compris dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation.

76. Les progrès réalisés dans les domaines des connaissances, de la technologie et des compétences, notamment l'adoption rapide des technologies numériques, créent de nouveaux débouchés.

77. Les **technologies numériques** peuvent réduire considérablement les coûts de transaction, raccourcir la chaîne de valeur, soutenir un éventail d'effets du marché et accélérer la concrétisation des objectifs de développement durable.

78. Elles favorisent l'inclusion, en permettant aux institutions financières d'avoir accès aux marchés ruraux sans avoir à assumer les coûts liés à une présence physique.

79. La technologie des chaînes de blocs peut renforcer la confiance, favoriser la transparence et augmenter la traçabilité des aliments tout au long de la filière.

80. Quant aux plateformes de commerce électronique, elles facilitent l'accès aux marchés et augmentent les possibilités offertes aux consommateurs tout en incitant les jeunes et les femmes à rester dans les zones rurales ou à y revenir.

81. Ce phénomène peut transformer ces zones en lieux où il fait bon vivre et travailler.

82. Nous devons également étudier toutes les possibilités de partenariats et de synergies.

83. Ainsi, il y a quatre semaines, la FAO et l'**Organisation mondiale du tourisme** ont signé un accord de collaboration pour le développement du tourisme durable dans les zones rurales.

84. Facteurs déterminants de la croissance socioéconomique, l'agrotourisme et l'écotourisme sont susceptibles de réduire les inégalités, de renforcer la résilience des communautés rurales et d'augmenter les revenus.
85. Dans ce contexte, j'ai annoncé l'intention de la FAO de lancer le **projet 1 000 villages numériques**. Le but est de sélectionner 1 000 villages dans le monde entier et de les transformer en villages ou villes numériques.
86. Les villages numériques et le tourisme rural pourraient jouer le rôle de locomotives permettant de renforcer la résilience, de diversifier les revenus des agriculteurs et de reconstruire en mieux.
87. J'invite chaque délégation à proposer trois lieux ou sites, choisis dans leur pays, qui associent les avantages et les caractéristiques d'une production agricole, de systèmes alimentaires, de produits culturels et d'attractions touristiques, et qui pourraient être transformés en villages numériques où il serait possible de partager et de vendre de nombreux produits en ligne.
88. La FAO peut faire connaître ces villages numériques et leur production agricole, leurs systèmes alimentaires et leurs caractéristiques culturelles par le biais de ses différentes plateformes numériques.
89. Elle peut également promouvoir cette initiative sur la plateforme **Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM)**.

Mesdames et Messieurs,

90. Alors que nous entamons la Décennie d'action pour la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable, nous devons revoir nos ambitions à la hausse – grâce à des mesures accélérées appliquées à plus grande échelle – de façon à transformer nos systèmes alimentaires et agricoles.
91. **L'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes en milieu rural** sont des jalons importants dans la concrétisation des objectifs de développement durable.
92. Les femmes et les filles des zones rurales portent le fardeau disproportionné de la pandémie de covid-19, du fait d'inégalités préexistantes entre les sexes qui font qu'elles sont particulièrement vulnérables aux crises.
93. Nous devons donner les mêmes chances et les mêmes droits aux femmes des milieux ruraux – droit de posséder de la terre et d'autres biens de production, droit d'obtenir un crédit, droit à un travail décent, droit d'accès aux marchés –, afin qu'elles puissent réaliser tout leur potentiel.
94. Ainsi, elles pourront contribuer pleinement à la lutte contre la pauvreté rurale, la faim et la malnutrition et bâtir une Afrique meilleure pour toutes les générations.
95. Je m'apprête avec impatience à lancer, de pair avec l'Union africaine, la publication ***Perspectives régionales sur le genre et les systèmes agroalimentaires*** au cours de la présente session de la Conférence régionale.
96. Les **partenariats** sont également un élément clé de notre action dans le cadre de notre mandat.
97. Nous devons mobiliser toutes les parties prenantes et les partenaires stratégiques – gouvernements, secteur privé, société civile, sphère de la connaissance, jeunes et femmes.
98. Conscients de l'importance primordiale des partenariats, nous sommes en train de mettre au point sous sa forme finale une nouvelle **stratégie d'engagement de la FAO avec le secteur privé**.
99. Ensemble, nous devons saisir l'occasion de former des partenariats stratégiques avec des entités du secteur privé et plaider pour des modèles d'activité novateurs en vue d'accomplir les ODD.

100. Le secteur privé a à offrir des outils innovants, des ressources, des connaissances et des technologies, ainsi que des circuits de commercialisation plus fiables, qui sont essentiels pour renforcer notre action sur le terrain.
101. Profitons du **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en 2021**, et du pré-sommet qui aura lieu à Rome pour galvaniser l'élan vers des solutions transformatrices pour les systèmes agroalimentaires.
102. À ce sujet, je vous encourage à **chercher et à rassembler des figures charismatiques dans la région** pour diriger et coordonner les efforts en Afrique. La FAO est déterminée à appuyer vos efforts.

Mesdames et Messieurs les ministres,

Chers collègues,

103. Nous nous réunissons à un moment difficile, mais les chances qui s'ouvrent à nous me donnent un immense espoir.
104. Regardons-nous dans le miroir de l'histoire, fouillons dans notre expérience, et tirons-en des enseignements utiles.
105. Le 16 octobre, nous avons célébré le **soixante-quinzième anniversaire de la FAO**.
106. Comme nous aujourd'hui, les fondateurs de l'Organisation se trouvaient face à des défis de taille – plus graves qu'aujourd'hui – lorsqu'ils ont créé, en 1945, une organisation chargée de «développer le bien-être général», tel qu'il est inscrit dans l'Acte constitutif de la FAO.
107. Leur détermination et leur clairvoyance sont aujourd'hui notre inspiration.
108. Nous faisons nôtre la **Vision panafricaine** d'une Afrique prospère, fondée sur la croissance inclusive et le développement durable, où les citoyens sont en bonne santé et bien nourris et où une agriculture moderne permet d'accroître la productivité et la production.
109. Nous rendons ici hommage aux **héros de l'alimentation** – paysans, producteurs, marchands, fournisseurs, et bien d'autres – qui ont garanti que nos assiettes continuent à être bien garnies tous les jours, et ont ainsi fait vivre leur famille et leurs communautés.
110. Ils sont sans doute les héros qui bâtiront un monde meilleur.
111. Il est de notre **devoir historique** de les soutenir!
112. Afin qu'un beau jour nous puissions dire: «**Mission accomplie!**»

Merci de votre attention.